

# MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUTES LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATANITI 22. — N° 51

TE VEA NO TAHITI.

Mahina pae 19 titema 1873.

PRIX DE L'ABONNEMENT (Toutes les deux semaines)

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à

LE PRESIDENT DES ANNONCES (en conséquence)

Ce journal est à 10 francs par an.  
Si le journal n'est pas vendu, il sera remboursé.  
Tous droits réservés.

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

Les 30 premières pages ..... 10 c. la ligne  
Au-delà de 30 lignes ..... 20 c. la ligne  
Les annuaires renseignés se paient la moitié de la première insertion.

Un numéro : 10 centimes.

## SOMMAIRE.

**PARTIE OFFICIELLE.** — Liste des récompenses obtenues à l'exposition de Vienne. — Procès-verbal dans le commissariat de la marine. — Décision relative aux listes et sélections des objets et matières dont l'administration peut avoir besoin ou欲す de ceux compris dans les marchés à venir. — Arrêté portant prolongement des délais pour l'envoi des échantillons des divers articles destinés à l'importation des matières premières. — 2<sup>e</sup> arrêté. — 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> de la loi du 30 janvier 1872 concernant la construction et l'aménagement des pavillons. — Ordonnance portant convocation des hauts-couverts tahitien.

Bulletin administratif. — Annexe au bulletin administratif. — Bulletin des établissements énumérant le personnel du caisse. — Décision survenant avec enquête pour l'établissement d'une poste d'ordre. — Congrès. — Partie 1. — ONTARIO. — Le Canada américain. — Bulletin bibliographique. — Avis à destination. — Situation de la caisse apostole au 1<sup>er</sup> décembre 1873. — Mévement commercial. — Mouvements du port. — Annonces.

## PARTIE OFFICIELLE

### Récompenses obtenues à l'Exposition de Vienne.

**A. M. LE COMMANDANT DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie.**

Paris, le 10 octobre 1873.

**Monsieur le Commandant,** — J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la liste des récompenses obtenues par les exposants des Établissements français dans l'Océanie à l'Exposition universelle de Vienne.

L'attention du jury s'est surtout portée sur les coquilles, dont quelques spécimens ont été classés au rang des plus belles sortes des Etats-Unis ; sur les coquilles, les caisses et les vaissailles. Ces dernières, cependant, laissaient beaucoup à désirer.

Je vous adresse donc, sous ce pli, deux instructions sur leur préparation, l'une suivant le procédé de la moulure, l'autre de la bouillotte ; l'autre au four, selon la méthode mexicaine.

La vaisselle est tellement entrée, depuis 1867, dans la consommation européenne, que ses prix seront toujours très élevés. Il y a donc un grand intérêt à la cultiver sur une large échelle.

Vous ne sauriez également trop encourager la culture du coquillage dans nos possessions.

Recevez, etc. Le Vice-Ambassadeur Ministre de la marine et des colonies,  
Pour le Ministre et par son ordre,  
Pour le Directeur des colonies empêché :  
Le Sous-Directeur,  
Signé : MICHAUX.

**LISTE des récompenses obtenues par les exposants des Établissements français de l'Océanie à l'exposition universelle de Vienne.**

#### 7 MEDAILLES DE MÉRITE :

M. Vialle, pour ses coquilles;  
M. Tierselle, 4<sup>e</sup> ;  
MM. Robin et Masson, 6<sup>e</sup> ;  
M. Villard, pour ses caisses de Pierres ;  
M. Amiot, pour ses coquilles et ses huiles de coquilles ;  
M. Baudin, pour ses trépangs et ses huiles préparées ;  
M. Cottin, pour l'ensemble de ses collections.

#### 15 MEDAILLES DE VERTU :

M. Vialle, pour ses coquilles ;  
M. Tierselle, 4<sup>e</sup> ;  
M. Jean Rey, 4<sup>e</sup> ;  
M. Auch, 4<sup>e</sup> ;  
M. Amiot, pour ses ouvrages en paille ;  
Mme Perri, 4<sup>e</sup> ;  
Mme Baudin, 4<sup>e</sup> ;  
M. Pierre Baudin, pour ses caisses de Foss ;  
Unite Adams, pour ses huiles ;  
M. Tierselle, pour ses huiles ;  
M. Dredell, pour ses galles du geyve ;  
M. Mariot, pour ses angles de tortue et ses tortues ;  
M. Amiot, pour ses huiles perfumées ;  
M. Baudin, pour ses huiles médicinales ;  
M. de Legoux, pour ses huiles.

En tout, 22 récompenses.

Par décret du Président de la République en date du 4 octobre 1873 ont été promus dans le corps du commissariat de la marine aux colonies :

As grade de commissaire :

M. BOYER (Pierre-Emile-Léopold), commissaire-adjoint de la marine.

As grade de sous-commisnaire :

(A l'annexion)

M. LATOUR, sous-commisnaire.

(As choix)

M. EGGIMANN, sous-commisnaire.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Sur la proposition de l'ordonnateur et par suite des circulaires de ce chef d'administration en date du 8 juillet 1872, numérotées 234 et 235,

DÉCISIONS :

Art. 1<sup>e</sup>. Des listes des objets et matières dont les divers services

et détails de l'administration pourront avoir besoin au débours de tous compris dans les marchés en cours, et les mêmes objets définis au § 3 de l'article 8 de l'instruction ministérielle du 26 janvier 1866, seront établis par les soins des chefs de service et de détail intéressés et adressés à l'ordonnateur pour être soumis à son visa et être envoiés immédiatement au journal officiel de la colonie (édition du vendredi), afin de provoquer des offres.

Art. 2. Les personnes qui voudront commissionner devront faire connaître leur nom, leur adresse et les apprêter cachetées au plus tard le lundi qui suit l'insertion du journal, à neuf heures du matin, dans le bureau qui suit l'insertion du journal, à neuf heures du matin, aux bureaux de service et de détail.

Toute commission remise après ce délai sera considérée comme nulle et non avenue.

Art. 3. Le même jour à deux heures de l'après-midi, les offres reçues seront déchiffrées par le directeur du génie et des ponts et chaussées qui en concerne son service. Les chefs des divers détails de l'administration opéreront de la même manière, en présence et dans le concours des délégués des services qui seront fait des relevés.

Art. 4. Le directeur du génie et des ponts et chaussées adressera ses propositions à l'ordonnateur.

Pour les divers détails administratifs, il sera dressé des procédures contenant les propositions qui seront soumises à l'ordonnateur par les chefs de détail.

Art. 5. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, à laquelle il ne pourra déroger que dans les cas d'urgences et pour les besoins relatifs à l'entretien des hôpitaux, soumis au préalable à l'appréciation de l'ordonnateur.

Art. 6. La présente décision sera insérée au bulletin et au journal officiel de la colonie.

Papeete, le 16 décembre 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur

E. FOUCAS.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, par la dépêche ministérielle du 14 août 1873, n° 8 ;

Vu l'article 65, § 1<sup>e</sup>, des instructions ministérielles applicables aux Établissements français de l'Océanie par dépêche du 26 juin 1860 ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

ASSTÈRES :

Art. 1<sup>e</sup>. Est promulgée aux Établissements français de l'Océanie et aux Etats du Protectorat la loi du 25 juillet 1873 portant abrogation de celle du 26 juillet 1872 établissant des droits de douane à l'importation des matières premières.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 16 décembre 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. FOUCAS.

LOI qui abroge la loi du 26 juillet 1872 portant établissement de droits de douane à l'importation des matières premières.

1<sup>e</sup> Assemblée nationale a adopté la loi dont la tenue suit :

Article unique. La loi du 26 juillet 1872 portant établissement de droits de douane à l'importation de produits désignés dans ladite loi est et demeure abrogée.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 25 juillet 1873.

Le Président,

Signé : L. BUFFET.

Les Secrétaires,

Signé : Félix VIEUX, L. GASTAUT, ALBERT DELASSAINE,

et CAZENOVE DE PRAIRIE.

Le Président de la République promulgue la présente loi.

N° 26 MAC MAHON, duc de MANTENA.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

J. DE LA BRUYERÈRE.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, par la dépêche ministérielle du 5 août 1873, n° 4 ;

Vu l'article 65, paragraphe 1<sup>e</sup>, des instructions ministérielles applicables aux Établissements français de l'Océanie par dépêche du 26 juin 1860 ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

ASSTÈRES :

Art. 1<sup>e</sup>. Est promulgée aux Établissements français de l'Océanie et aux Etats du Protectorat la loi du 25 juillet 1873 portant abrogation des articles 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> de la loi du 30 janvier 1872 concernant la surtaxe de pavillon.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé

de l'application du présent arrêté, qui sera enregistrée partout où il sera nécessaire, publié au *Messager et inséré au Bulletin officiel des Établissements*.

Papeete, le 16 décembre 1873.  
GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :  
L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,  
E. FOUCHE.

*Loi qui abroge les articles 1 et 2 de la loi du 30 juillet 1872 concernant la tarification des pavillons.*

L'Assemblée nationale a adopté la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>e</sup>. Les articles 1 et 2 de la loi du 30 janvier 1872 sont et demeurent abrogés à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain.

Art. 2. Le Gouvernement fera étudier par une commission nommée par lui les moyens les plus efficaces de venir en aide à la marine marchande et d'assurer sa prospérité.

Délibéré en séance publique, à Vannes, le 28 juillet 1873.

Le Président,  
Signé : L. BUFFET.

Siglé : Félix VIEUX, L. GOUFAT, vicomte BOUT DE BOURGEOIS,  
ALBERT EUGENIUSSEN.

Le Président de la République prononce la présente loi.

MM. DE MAC MAHON, doc au MARIN.

Le Ministre de l'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,  
J. DE LA BOUILLERIE.

**POMAIRE IV, Reine des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire de la République.**

Vu l'article 5 de la loi du 28 mars 1866.

ORDONNEMENT :

La haute-cour tahitienne se réunira le 19 janvier prochain, sur la convocation du son président, pour tenir sa première session des années 1874.

La même ordonnance sera publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel* des Établissements.

Papeete, le 14 décembre 1873.  
GIRARD.

**POMAIRE IV, te Ari'i vahine no te iaua fenu'u Totaiteo te tu au mai, te te Tomana te Auvalua te République.**

I te hua ma i te irava 5 o te ture no te 28 no mati 1866.

TE FAAMENI :

E hasapututu mai, te haava ras sabi tabiti te 19 no tenaua i te iaua fenu'u Totaiteo te tu au mai, te te Tomana te Auvalua te République; mo uno ututopou ras matamata no te matanau 1874.

E fasite ha teio, nei fane ranu ma roto i te Foe, e e meni hia i roto i te patu vas ras paren a te Hau.

Papeete, le 14 no itema 1873.  
POMAIRE.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu l'article 27 du décret du 18 août 1869 sur l'organisation du service judiciaire aux Établissements français de l'Océanie et aux Etats du Protectorat.

Vu l'article 10 de l'arrêté du 23 mars 1869 ;  
Sur la proposition du chef du service judiciaire,

AVONS DÉCRÉTÉ ET ORDONNÉ :

Art. 1<sup>e</sup>. La liste sur laquelle les assesseurs du tribunal supérieur constitué en tribunal criminel doivent être tirés ou sorti sera composée comme suit pour l'année 1874 :

MM. AMOUR, propriétaire ;  
BOISSIER, commissaire-priétre ;  
KRETSCH, ingénieur colonial ;  
LAHABLAKE, négociant ;  
MAGNIER, propriétaire ;  
PATER, ..  
TUBO, entrepreneur de charpente ;  
RAOUX, négociant ;  
VAN DER VENNE, commissaire-priétre ;  
VILLEAUX, propriétaire.

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel* des Établissements.

Papeete, le 12 décembre 1873.  
GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République.

Le Chef du service judiciaire.

LOUIS DE LAVAUD.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu l'arrêté du 5 novembre 1862 relatif au service du cadastre ;

Vu l'ordonnance du 24 décembre 1872 prescrivant le hornage des terrains inscrits ;

Vu les voix émises par les conseils des districts ;

Attendu qu'il y a la plus grande urgence à activer les opérations de hornage et toutes les opérations préliminaires à la suite desquelles le service du cadastre pourra régulièrement fonctionner ;

Vu le rapport du directeur des ponts et chaussées ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'administration entendu,

ARRÊTONS :

Art. 1<sup>e</sup>. Le personnel du cadastre est composé provisoirement de :  
Un chef de service,  
Un géomètre,  
Trois manœuvres.

Art. 2. La solde des agents du cadastre est fixée comme suit :

|                                                                                          |       |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Un chef de service : Solde coloniale, tous accessoires compris.....                      | 4,000 |
| Féodanerie auxiliaire, tenant lieu de frais de travaux, dépenses diverses et autres..... | 3,000 |
| Total.....                                                                               | 6,000 |
| Un géomètre : Solde fixe par an.....                                                     | 3,000 |
| Manœuvres : Salaires par jour.....                                                       | —     |

Art. 3. Le service du cadastre est placé dans les attributions du service des ponts et chaussées et sous la direction du chef de ce service.

Art. 4. Les dépenses pour le service du cadastre feront l'objet d'un article spécial au budget du Service Local de 1874. Pour l'exercice 1873, la dépense sera fixée au service des ponts et chaussées, soit, au maximum, 1 et 3/4 du budget local.

Art. 5. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager de Tahiti* et inséré au *Bulletin officiel* des Établissements.

Papeete, le 13 décembre 1873.  
GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :  
L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,  
E. FOUCHE.

Nous, commandant-adjoint de la marine, Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur.

Vo l'article 12 de l'arrêté du 20 juillet 1863 portant règlement sur la grande et petite voire, et l'image des eaux dans les Établissements du Protectorat,

DÉCRETS :

Une enquête de commando et incendie est ouverte au secrétaire de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur pour recevoir les réclamations et observations auxquelles pourront donner lieu la demande de prise d'eau sur la rivière de Pirae faite par le sieur Chekret, propriétaire dans ce district.

A cet effet, un registre sera mis à la disposition des parties intéressées.

Le débat de l'enquête, qui est fixé à quinze jours, partira du 20 décembre (samedi), à huit heures du matin, au jeudi 8 janvier, à la même heure, les dimanches et fêtes étant exceptées.

La présente décision sera publiée au *Messager* et communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 décembre 1873.  
E. FOUCHE.

Par décision de M. le Commandant Commissaire de la République, en date du 6 décembre 1873, rendue sur la proposition de l'ordonnateur, un congé sans solde d'une an a été accordé à M. Duvouet, marin de marine.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Le Centenaire américain.

Le 6 juillet, le secrétaire d'Etat à Washington a adressé la note suivante aux représentants des gouvernements étrangers aux Etats-Unis :

« Monsieur, — J'ai l'honneur de vous remettre ci-inclus, pour l'information du gouvernement de \_\_\_\_\_, une copie de la proclamation du président annonçant la date et le lieu de l'exposition internationale des arts, manufactures, produits du sol et des mines, à tenir en l'année 1876. L'exposition a pour objet de rappeler le soixantième anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis. L'inauguration et bientôt que la fin de l'année offre une opportunité convenable pour une exposition des résultats de l'art et de l'industrie de toutes les nations, qui serve à illustrer les succès remportés dans l'intérêt du progrès et de la civilisation pendant la siècle écoulé. Dans la loi instituant l'exposition, le congrès a enjoint de communiquer aux représentants diplomatiques de toutes les nations des copies de la proclamation du président indiquant l'époque de leur ouverture, l'emplacement où elles tiennent lieu et les règlements déjà adoptés par les commissaires de l'exposition. Le présent document contient également une demande d'ordre diplomatique à ce sujet, appeler sur lui l'attention du peuple de ce pays et encourager sa coopération ; il espère aussi que l'opportunité offerte par l'exposition à l'échange de sentiments nationaux et de relations amicales entre les peuples des deux nations pourra avoir des avantages encore plus grands pour la science et l'industrie, et servir aussi à resserrer les liens de paix et d'amitié qui existent déjà heureusement entre le gouvernement et le peuple de \_\_\_\_\_ et ceux des Etats-Unis. »

« J'ai l'honneur, etc.

— HAMILTON FISH, secrétaire d'Etat. »

Voici maintenant le texte de la proclamation présidentielle à laquelle il est fait allusion dans la note du secrétaire d'Etat :

« Attendu que par un acte du congrès, approuvé le 1<sup>er</sup> mars 1871, décisif qu'il y aurait une exposition internationale des arts, manufactures, produits du sol et des mines, à tenir dans la ville de Philadelphie, en l'année 1876, il a été résolu :

« Que dès que le président sera informé par le gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie qu'on a pris des mesures pour l'érection de bâtiments adaptés, sous la direction exclusive de la commission autorisée par le présent acte, à l'objet de l'exposition proposée, le président annoncera le fait à l'objet de l'exposition dans l'ordre diplomatique à laquelle l'exposition sera ouverte, le lieu où elle tiendra lieu, et il communiquera copie de cette proclamation aux représentants diplomatiques de toutes les nations, ainsi que les règles adoptées par les commissaires, afin que le tout soit publié dans les divers pays ;

« Et attendu que S. E. le gouvernement de l'Etat de la Pennsylvanie m'a informé qu'on avait pris des mesures pour l'érection desdits bâtiments, sous la direction exclusive de la commission autorisée dans ledit acte ; et attendu que le président de la commission du Centenaire m'a informé officiellement des dates fixées pour l'ouverture et la clôture de ladite exposition et du lieu où elle doit se tenir ;

« Maintenant, moi, Ulysses S. Grant, président des Etats-Unis,

convenance de la population dans ce congrès, déclare et proclame qu'il est nécessaire d'organiser à Philadelphie, dans l'Etat de Pennsylvanie, une exposition internationale des arts, des manufactures, des produits de la nature, etc., qui s'ouvrira le 19 avril 1876 et se fermera le 10 octobre de la même année. Dans l'intérêt de la paix, de la réconciliation, de l'harmonie intérieure, de l'amitié et des relations internationales, se recommande cette célébration et cette exposition au peuple des Etats-Unis ; et au nom du gouvernement et du peuple de ce pays, je les signale cordialement à l'attention de toutes les nations qui voudront bien y participer. En foi de quoi, etc.

à Washington, 3 juillet 1873.

Washington, 3 June  
A. U. S. GRANT

*— Par le Président ;  
Le Secrétaire d'Etat.*

Nous devons pour terminer les règlements généraux adoptés par la commission de l'Exposition.

1. L'Exposition internationale de 1876 sera tenue dans le parc Fairmount, dans la ville de Philadelphie.
  2. La date de l'ouverture de l'Exposition sera le 19 avril 1876, et celle de la clôture le 19 octobre 1876.
  3. Toutes les nations de la terre seront cordialement invitées par les présentes à faire représenter leurs arts, industries, progrès et développements.
  4. Une acceptation formelle de cette invitation est requise avant le 4 mars 1874.
  5. Chaque nation acceptant l'invitation est requise de nommer une commission par laquelle seront dirigés ses intérêts. Il est désiré qu'un membre de chacune de ces commissions réside à Philadelphie jusqu'à la clôture de l'Exposition.
  6. Les privilégiés d'exposition ne seront accordés qu'aux citoyens des pays dont les gouvernements auront formellement accepté l'invitation et nommé la susdite commission.
  7. Les demandes d'emplacement devront être faites avant le 4 mars 1874.
  8. Des plans complets des bâtiments et terrains seront fournis aux commissions des nations ayant accepté l'invitation.
  9. Tous articles destinés à être exposés devront être rendus à Philadelphie le ou avant le 1<sup>er</sup> janvier 1876.
  10. -Les actes du congrès relatives aux droits de douane, etc., seront promptement communiqués aux représentants accrédités des divers gouvernements étrangers à l'Exposition.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

Wieder einiges zu Sämtler der das Erntedankfest

FRANCE.

Paris, 23 octobre. — La dernière réunion du comité de permanence a eu lieu aujourd'hui. M. Nodl Parfait, au nom de la gauche, a donné avis qu'il ne serait plus fait d'interpellation au gouvernement en comité. Le président, M. Buffet, a déclaré terminés les travaux du présent comité de permanence. Il n'a pas été question de la réunion anticipée de l'Assemblée.

la réunion annuelle de l'Assemblée.

Paris, 27 octobre.—Le résultat des élections municipales qui ont eu lieu hier a été un succès pour les républicains.

Paris, 5 novembre.—L'Assemblée nationale s'est réunie aujourd'hui à Versailles. Le président Mac-Mahon a envoyé son message, qui a été lu au début après l'ouverture de la séance. Le message commence par des félicitations sur la libération du territoire, puis

« L'Europe est assurée que nous sommes fermement résolus à maintenir la paix ; elle nous voit sans crainte reprendre possession de nos territoires. Le renouvellement a toujours été l'essentiel

de notre territoire. Le gouvernement a toujours agi avec l'esprit conservateur qui anime la grande majorité de l'Assemblée et dont je me dis départagé. Il a été décidé que le décret devait être déposé dans les plus brefs délais à l'approche de la réunion de l'Assemblée parce qu'il est requis de discuter des mesures qui impliquent nécessairement la forme du gouvernement. Je n'ai pas à intervenir dans ces discussions ni à prévenir votre démission souhaitée. Je dois seulement maintenir les premières dans les limites légales et veiller à ce que la loi soit respectée. Votre pouvoir est donc intact ; il n'y a rien qui puisse en empêcher l'exercice. Peut-être pensez-vous que dans la situation présente, au milieu des négociations des partis, l'établissement d'un régime de gouvernement provisoire, difficile à établir et qui serait plus préoccupé de maintenir les institutions existantes. Si c'est ainsi, permettez-moi, à moi qui ai été élevé à un rang que je ne recherche pas, de vous dire franchement mon opinion. Pour pouvoir assurer d'une façon stable la paix publique, le gouvernement manque de deux choses qui sont des conditions essentielles d'efficacité. Il n'a pas de vitalité, d'autorité suffisante, il ne peut rien faire de durable si ses droits sont tous les jours en question. Avec des pouvoirs susceptibles d'être changés à chaque fois que les hommes de la paix et la sécurité des grands intérêts sont insatisfaits. Finalement, il nous sommes incapables de résulter, au dehors la confrontation, qui est nécessaire à la restauration de la grandeur de la nation. Le gouvernement manque d'autorité, car il est impossible à obtenir l'héissance de ses fonctionnaires et à réprimer les excès des journaux qui corrompent l'esprit public. Vous considérez ces dangers et vous établirez un exercice fort et durable qui pourra défendre énergiquement la société. »

La droite a fait une motion demandant que les pouvoirs exécutifs du maréchal MacMahon soient prolongés de dix ans ; qu'il continue à maintenir la forme actuelle de gouvernement jusqu'à ce que la constitution soit votée, et qu'un comité de l'Assemblée soit nommé pour étudier les projets de la Charte. La droite a proposé que le peuple soit consulté le 1<sup>er</sup> juillet 1874, à décider si l'on admet d'abandonner l'empire ou la république. Il a demandé que la motion de la droite fût déclarée d'urgence. Le due de Broglie, au nom du gouvernement, a appuyé la demande d'urgence. M. Dufaure a dit que l'Assemblée dans sa dernière session avait ordonné que les projets de loi pour l'organisation des pouvoirs exécutif et législatif seraient discutés

dans le mois suivant les vacances ; malgré cela, le gouvernement vient aujourd'hui appuyer une motion qui propose de la discuter séparément et qui pose la question : Le message de l'exécutif exprime-t-il de façon définitive son désavouement, mais il convient de souligner que toutes les motions ainsi que les réformes constitutionnelles doivent recevoir devant le même comité. Une déclaration d'urgence sur la motion d'Echassériau a été demandée. Cette motion a été appuyée par M. Thiers et la gauche, mais a été défaitte. M. Grévy, dans un discours appuyant la motion Dufaur, a déclaré à l'Assemblée le droit des confères au gouvernement des pouvoirs plus longs que ceux qu'il possède elle-même. Il a dit qu'il croyait que la droite désirait véritablement l'inéficacité du décret des projets de loi constitutionnel. M. Louïard a déclaré qu'il avait sincèrement l'intention d'amener la discussion sur ces projets. La motion Dufaur a été rejetée par un vote de 362 contre 348.

Paris, 6 novembre.—L'Assemblée a élu M. Buffet pour son président. M. Léon Say a soumis une demande d'interpellation au gouvernement, demandant pourquoi les élections n'ont pas été ordonnées dans le temps prescrit par la loi. C'est jeudi qu'auront lieu les débats sur cette interpellation.

Paris, 8 novembre.—Les trois bureaux de l'Assemblée qui avaient  
ajourné à aujourd'hui la nomination des membres qui devaient les  
représenter à la commission de prolongation, ont été MM. de Ré-  
musat, Léon Say et Labeyrie, tous de la gauche. Cette élection  
donne aux républicains une majorité d'une voix dans le comité.—  
Tous les délégués ont donc voté cette après-midi leur démission au  
président MacMahon, qui a refusé de la recevoir.  
L'Assemblée a nommé M. de Labeyrie, des républiques, pour  
l'assister.

Paris, 11 novembre.—Le comité de prolongation des pouvoirs a choisi M. Laboulaye comme rapporteur. Il a aussi résolu de charger M.-de-Rémusat de s'entendre avec le président Mac-Mahon.

Paris, 12 novembre. — A la séance d'aujourd'hui à l'Assemblée une motion a été présentée par le gouvernement demandant l'ajournement de la discussion sur l'interpellation de M. Léon Say relative aux élections qui n'ont pas été ordonnées dans le temps légal, auss'après le vote sur la proclamation des pouvoirs du maréchal.

Paris, 15 novembre. — A la séance de nuit de l'Assemblée nationale, le décret sur la prolongation des pouvoirs du maréchal MacMahon. Après un vif débat, la motion a été adoptée.

ale, M. Labeyrie va à la réunion du comité de prolongation. Comptant rompre avec déterminer les dangers qu'il y a à faire venir longtemps le roi, le projet est abandonné et l'Assemblée se prononce unanimement pour la dissolution. Le ministre d'État, dans une allocution, fait la rapportation d'une dictature plus ou moins déguisée. La France vient un peu versément stable, et il est impossible de prolonger les pouvoirs du président pour plus de cinq ans. Le rapport propose de constituer la République de telles façons que le pays ne soit plus à la proie des révoltes : il recommande aussi la formation d'un comité de trente, qui devra être chargé de faire une proposition de constitution demandant aux conservateurs l'appui pour l'établissement de la République, mais que les projets monarchiques ont échoué, n'importe quel dissolution de l'Assemblée est inéluctable. Le débat sur le rapport a été renvoyé à lundi.

Paris, 16 novembre. — Les élections qui ont eu lieu aujourd'hui dans le département de l'Aube ont donné la majorité aux républicains.

Paris, 17 novembre. — Le président Mac-Mahon a envoyé aujourd'hui

d'hui à l'Assemblée un message qui a été lu par M. de Broglie, le président d'aujourd'hui qu'il a été décidé que l'intérêt du pays de la France demander à l'Assemblée une prolongation de pouvoirs de sept ans. Il croit de son devoir d'indiquer aux garçons sans lequel il n'y a pas de révolution, à leur égard, le résultat du vote de ce jour. Il convient de poser le manuscrit effect que doit prendre le résultat de la question de prolongation après le vote sur les projets de loi constitutionnelles. Une telle conclusion diminue son autorité et la rendrait plus incertaine. Il exprime le plus grand désir de voir s'ouvrir immédiatement les débats sur les projets de loi constitutionnels qui doivent être examinés dans la séance de lundi prochain. Il sera nécessaire de faire connaissance, qui sont celles de la majorité à partir de laquelle il sera possible de voter la séance de l'Assemblée, le due de Broglie, MM. Baudis et Ernoult se sont rendus à la séance du comité de prolongation et ont approuvé les propositions du président. Le comité a consenti de nouveau au terme de sept ans, mais il a refusé de céder sur les autres

Versailles, 18 novembre. — À la séance d'aujourd'hui, le général Changarnier a présenté la motion d'adoption de la drogue, demandant une prolongation de deux mois sans suspension. Un débat long et animé a suivi cette motion. M. Laboulaye, rapporteur du comité de décolonisation, a annoncé qu'il était impossible au gouvernement et au comité d'arriver à s'entendre. M. Bertrand, un des chefs du parti-gauche, et M. Père Paris, bonapartiste, ont visiblement soutenu M. de Broglie, lui demandant de quitter le ministère. Jules Simon a déclaré qu'une prolongation équivaudrait à un gouvernement personnel. Il a averti l'Assemblée que Mac-Mahon serait toutefois nommé à même, par des messages secrets ceux qui avait été le bras d'apporter une influence illégale sur les décisions de l'Assemblée. Il a demandé un établissement définitif du gouvernement. M. Enoult, ministre de la justice, a défendu la politique du président et dans

Paris, le novembre. — A l'Assemblée, aujourd'hui, la discussion a continué sur la proposition du général Chauvelier pour la prolongation sans condition des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon. M. Boutier a fait la motion de soumettre la question au peuple. Dans un discours à l'appui, il a laissé entendre que la Providence pourrait bien dans l'intervalle ranimer au pouvoir la famille Bonaparte. Les protestations occasionnées par ces remarques ont pour une moment suspendu le cours de la discussion; puis la motion de M. Boutier a été mise aux voix, avec répétition de la question au peuple. Le résultat fut d'un vote de prolongation demandant de poser à sept années l'extension de l'époque des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon, indépendamment de l'adoption des projets de lois constitutionnelles. MM. Laboulaye, Rivière et d'autres se sont opposés à l'amendement, qui finalement a été adopté par une majorité de 66 voix. La droite a fait, alors, la motion de nommer un comité qui serait chargé d'établir un rapport sur les projets de lois constitutionnelles; cette proposition a obtenu une majorité de 68 voies. Le résultat de la séance a produit une grande sensibilité dans Paris.

